

M. HOPE: Je pense que, grâce à des connaissances plus étendues, plus de discrétion, plus d'éclaircissements par la parole ou par la plume, nous parviendrons à éviter la crise sans avoir dû essuyer des conséquences trop graves.

L'hon. M. EULER: On ferait bien de donner une publicité plus étendue aux idées pleines de bon sens qu'on exprime au sein du Sénat canadien!

M. HOPE: Le rapport dont j'ai cité des extraits: rapport de l'organisation européenne de coopération économique pour 1952—ne mâche pas les mots. Les délégués des divers pays disent crûment à quoi il faut s'attendre. Ce texte a été largement diffusé en Europe. Nous aurions donc, ce me semble, une chance d'être dans la bonne voie et de faire victorieusement front aux crises qui nous menacent.

L'hon. M. CRERAR: Les choses iraient peut-être mieux, s'il y avait en Europe plus de chefs de file courageux.

L'hon. M. EULER: En Europe et ailleurs.

M. HOPE: Sans doute, à condition que les chefs politiques aient l'influence voulue pour, à l'instar de Roosevelt, être capables de se faire suivre des masses.

L'hon. M. LAMBERT: En ce qui concerne la mise au point faite par M. Hope quant aux aspects encourageants de la situation: il a dit plus haut (et à mon avis avec raison) que l'évolution politique de l'Europe l'a portée vers la démocratie sociale et l'a écartée des mouvements anciens qui, dans les divers pays européens, étaient individualistes et peut-être plus démocratiques, s'il vous plaît d'employer ce terme. Mais sous des régimes tendant vers la démocratie sociale, comment pourra-t-on pousser à l'action les gouvernements de ces pays? L'ensemble de la population peut nourrir les aspirations que vous avez évoquées et posséder des connaissances plus étendues; mais il y a un abîme entre les gouvernements, et les idées et les sentiments de la masse. La chose est exacte ici-même, où les institutions sont évidemment plus démocratiques qu'en Europe aujourd'hui. Le nœud du problème n'est-ce pas justement l'abîme séparant les conceptions de la masse du peuple de celles des gouvernements qui sont censés en tenir compte?

M. HOPE: Autrement dit, si on éclaire la population, celle-ci exercera fatalement une pression sur le Gouvernement?

L'hon. M. LAMBERT: Justement.

M. HOPE: Oui, sans doute.

L'hon. M. LAMBERT: Je veux en venir à l'organisation de la population exprimant les idées qu'on lui aura fournies.

Des organismes comme les vôtres: Fédération des agriculteurs, Association des manufacturiers canadiens et syndicats ouvriers, s'appuient aujourd'hui en grande partie sur le Gouvernement. Mais ne reste-t-il donc rien à faire pour éclairer comme vous le dites, ces catégories de citoyens? Il y avait chez nous une organisation pour la liberté du commerce; il y en avait une autrefois en Grande-Bretagne. Qu'est-ce qui empêcherait les organisations canadiennes de mettre sur pied un mouvement servant l'intérêt de tous?

L'hon. M. EULER: C'est que, malheureusement, ces divers mouvements ne s'entendent guère entre eux.

L'hon. M. LAMBERT: Alors le Gouvernement pourrait intervenir sans obstacles.

M. HOPE: A mon sens, un gouvernement bien avisé fera toujours ce que les citoyens désirent; s'il manque de sagesse, il est renversé. Un Gouvernement peut mener sa barque avec circonspection, faisant sans cesse le compte de ses partisans. Vous avez raison sans doute de croire que si les gens sont bien renseignés et organisés comme il convient, le Gouvernement devra tenir